

Industrie : un moteur de croissance et d'avenir

Déclaration du groupe de la CGT-FO

L'industrie est un atout fort pour notre pays et un enjeu majeur pour notre économie et l'emploi. Le groupe FO partage le rapport et l'avis. Toutefois, il regrette, vu le sujet, que l'industrie ne fasse pas l'objet d'une séance plénière à part entière.

Depuis plusieurs mois, les différents acteurs de ce pays, ont pris conscience de la nécessité d'aller vers une reconquête de l'industrie. Pour cette reconquête, il faut s'affranchir des faux préjugés et de celles et ceux qui opposent « *la vieille industrie à la nouvelle industrie* ». Elles sont indissociables, il ne doit manquer aucun maillon, et cela sous-entend de la fabrication de la matière première jusqu'à la fin de vie d'un produit, au risque sinon de fragiliser et de mettre en danger toute une filière, voire l'ensemble du tissu industriel. Tout comme il ne faut pas opposer l'industrie au secteur des services, ils sont complémentaires avec à la clé des emplois induits.

Il est vital de protéger notre industrie en défendant nos fleurons, les brevets, la recherche, les investissements, et l'innovation tout en privilégiant la fabrication sur notre territoire. Trop souvent, lorsque nous abordons cette nécessité, nous sommes taxés de protectionnisme. Pour le groupe FO, tout en respectant les institutions et les règles internationales et européennes, à l'instar de l'Allemagne, il convient de ne pas se culpabiliser et de protéger d'une manière plus efficace et intelligente l'industrie française.

Dans le monde, le protectionnisme est de mise. Il suffit de regarder l'actualité avec M. TRUMP qui n'hésite pas à taxer l'acier et l'aluminium. Il s'organise pour lutter contre la concurrence des pays asiatiques, et privilégie le retour d'entreprises sur le territoire français vers les États-Unis. Nous sommes dans une guerre économique avec des enjeux industriels et sociétaux avec à la clé, des emplois.

Concernant l'Europe, nous en sommes convaincus, il faut une politique et une stratégie industrielle européenne, mais dans le respect des pays concernés. Face aux pays asiatiques et en voie de développement, c'est au niveau de l'Europe qu'il convient de lutter contre les concurrences déloyales, à l'exemple de la sidérurgie qui a pu peser sur le système de quotas CO2 et sur la mise en place de taxes douanières quand les européens arrivent à se mettre d'accord évitant ainsi le monopole chinois.

Face à la concurrence mondiale et aux moyens colossaux et financiers de l'Asie, le gouvernement souhaite construire des fleurons industriels européens, comme par exemple Airbus Group. Nous ne citerons pas d'entreprises, mais les derniers exemples des secteurs des turbines, de la navale, et du ferroviaire démontrent la nécessité de trouver les équilibres en termes d'actionnariat, au risque, en cas de retournement de conjoncture et de crise financière, de brader une partie de nos fleurons.

Pour revenir sur l'avis, un grand nombre des préconisations nous conviennent et plus particulièrement sur le fait :

- de créer une ou des filières de recyclage, de déconstruction et de démantèlement, ce qui permettrait, tout en veillant à la sécurité et à la protection des salariés, de créer des emplois qualifiés et non qualifiés, non délocalisables, de récupérer les matières premières et d'améliorer la protection de l'environnement ;
- de renforcer et de réorienter la BPI en faveur de l'industrie ;
- de renforcer les évaluations des aides publiques et de les conditionner ;
- de recommander une négociation interprofessionnelle entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants ;
- de s'adapter aux nouvelles mutations technologiques en anticipant les besoins en métiers et en passant par la formation professionnelle et continue pour une élévation globale des qualifications.

Enfin, pour le groupe FO, l'attractivité de l'industrie doit passer par une meilleure communication pour attirer les jeunes vers les métiers de l'industrie tout en valorisant les évolutions salariales et en répartissant d'une manière plus équitable, la valeur ajoutée pour les femmes et les hommes qui contribuent par leurs compétences et leur travail à la richesse des entreprises.

Pour toutes ces raisons, le groupe FO a voté en faveur de cet avis.